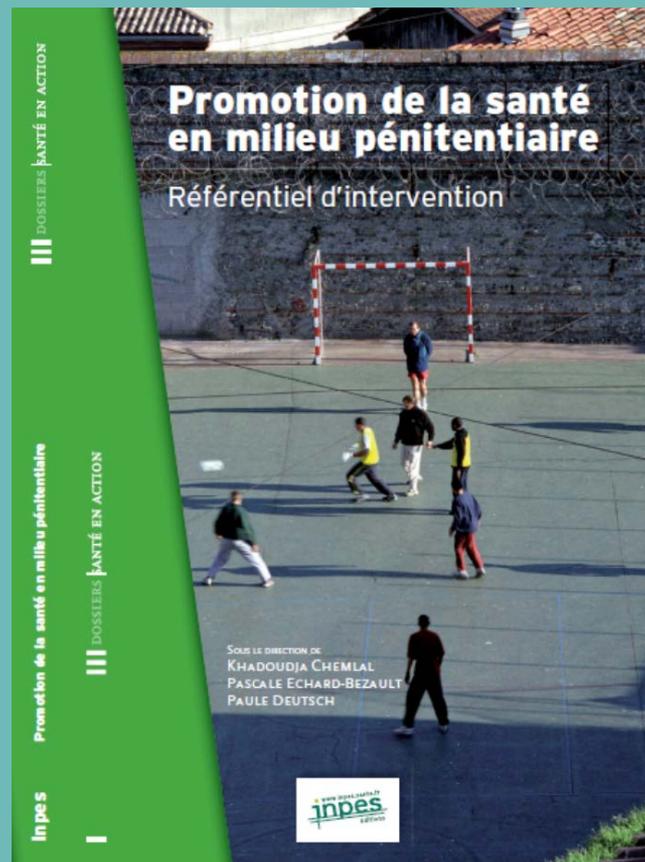


Diaporama de présentation

Présentation synthétique du référentiel d'intervention



Contexte

Action 5.4 du plan d'actions stratégique « Politique de santé des personnes sous main de justice »



Recommandation No 22 de l'état des lieux des lieux des actions de prévention en milieu pénitentiaire



Objectifs

- ❖ Faire un point sur l'existant réglementaire et organisationnel coté santé et coté justice (temps T)
- ❖ Faire un point sur le concept en général de la promotion de la santé et comment ce concept peut être décliné en milieu pénitentiaire.
- ❖ Apporter des éléments d'aide méthodologique pour l'élaboration de projets qui tiennent compte d'éléments propres à la détention
- ❖ Proposer des illustrations concrètes exploitables par les équipes

Quels lecteurs?

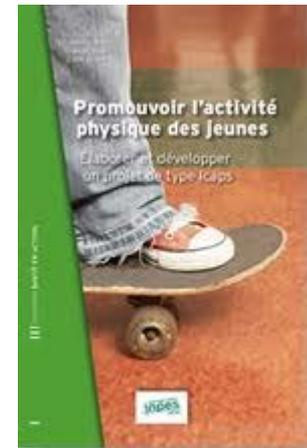
Le lectorat est très large

Toute personne intéressée par la problématique

- Professionnels de la santé
- Professionnels de la justice
- Institutions diverses
- Acteurs impliqués dans des actions d'éducation pour la santé

Méthodes de rédaction

Inspiré du référentiel ICAPS de l'Inpes
« Promouvoir l'activité physique des jeunes »
pour la partie méthodologique



Groupe de travail pluri professionnel

- Santé terrain (médecins, cadre de santé, animateur en santé) et institutions (DGS, DGOS, ARS)
- Justice (DAP, DIRSP, DSPIP)
- Associations (nationale et régionale, CODES)

Groupe de relecture

Egalement pluri professionnel et pluri disciplinaire

- Santé terrain (Personnels paramédicaux, médecins)
- Justice terrain (SPIP, Protection judiciaire de la jeunesse)
- Association (fédération addiction, Observatoire international des prisons)
- IREPS :Instances régionales d'éducation et de promotion de la santé
- ARS
- Professionnels de Santé publique
- Inpes

A permis l'amendement du document dans la forme et le fond

Mode d'emploi

Il est composé de 3 parties **autonomes +++ et de plusieurs annexes**

Le lectorat est large: du « néophyte au confirmé »

Chacun consulte ce qu'il souhaite y apprendre, confirmer, lire... ou ce qu'il espère y trouver.

En version électronique PDF, les liens sont actifs.

www.inpes.sante.fr espace thématique « santé en milieu pénitentiaire »

Document associé : « *Recueil des outils* »

- Il permet au lecteur de s'approprier figures et tableaux (format word)
- sur www.inpes.sante.fr espace thématique « santé en milieu pénitentiaire »

Plan de l'ouvrage

Le document comprend

- ✓ Une partie relative à la promotion de la santé: **Section I.**
Concepts généraux, état de santé de la population détenue en France, quelques ressources internationales etc.

- ✓ Une partie méthodologique, composée de fiches techniques : **Section II**

- ✓ Une partie mise en œuvre pratique: deux programmes pluri annuels: **Section III**

- ✓ Une partie regroupant des annexes: **Section IV**

Section I | **Promotion de la santé**

Promotion de la santé : concepts

État de santé des personnes détenues en France

Pourquoi développer la promotion de la santé en milieu carcéral

Organisation de la prévention et de la promotion de la santé en France

Ressources internationales en promotion de la santé en milieu pénitentiaire

Section II | **Méthodologie d'élaboration et de développement de projets : fiches techniques**

Fiche technique 1. Comité de pilotage (Copil)

Fiche technique 2. Équipe projet

**Fiche technique 3. Analyse de la situation
et caractérisation de la population concernée**

**Fiche technique 4. Participation des personnes
détenues**

**Fiche technique 5. Élaboration d'un programme
annuel ou pluriannuel d'éducation pour la santé
et de promotion de la santé**

Fiche technique 6. Identification des partenaires

Fiche technique 7. Définition des objectifs

Fiche technique 8. Élaboration des actions

**Fiche technique 9. Estimation des besoins
humains, logistiques et financiers**

Fiche technique 10. Planification du projet

**Fiche technique 11. Recherche des sources
de financement**

Fiche technique 12. Suivi du projet

Fiche technique 13. Évaluation

**Fiche technique 14. Communication autour
du projet**

Section III | **Mise en œuvre pratique :
deux programmes concrets**

Introduction

**Exemple des établissements pénitentiaires
de Lille - Loos-Sequedin et Annoeulin**

Exemple de la maison d'arrêt de Grenoble-Varces

Section IV | **Annexes**

**Correspondances entre les recommandations
issues de l'état des lieux
et les fiches techniques/sections/annexes**

Approche du milieu

**Organisation administrative sanitaire et sociale
en France**

**Projet régional de santé :
schéma regional de prévention et PRAPS**

**Modalités d'accès dans les établissements
pénitentiaires**

**Liste et coordonnées des pôles régionaux
de compétences**

**Tableau synthétique du contenu des fiches
et des ressources téléchargeables**

Glossaire des termes pénitentiaires

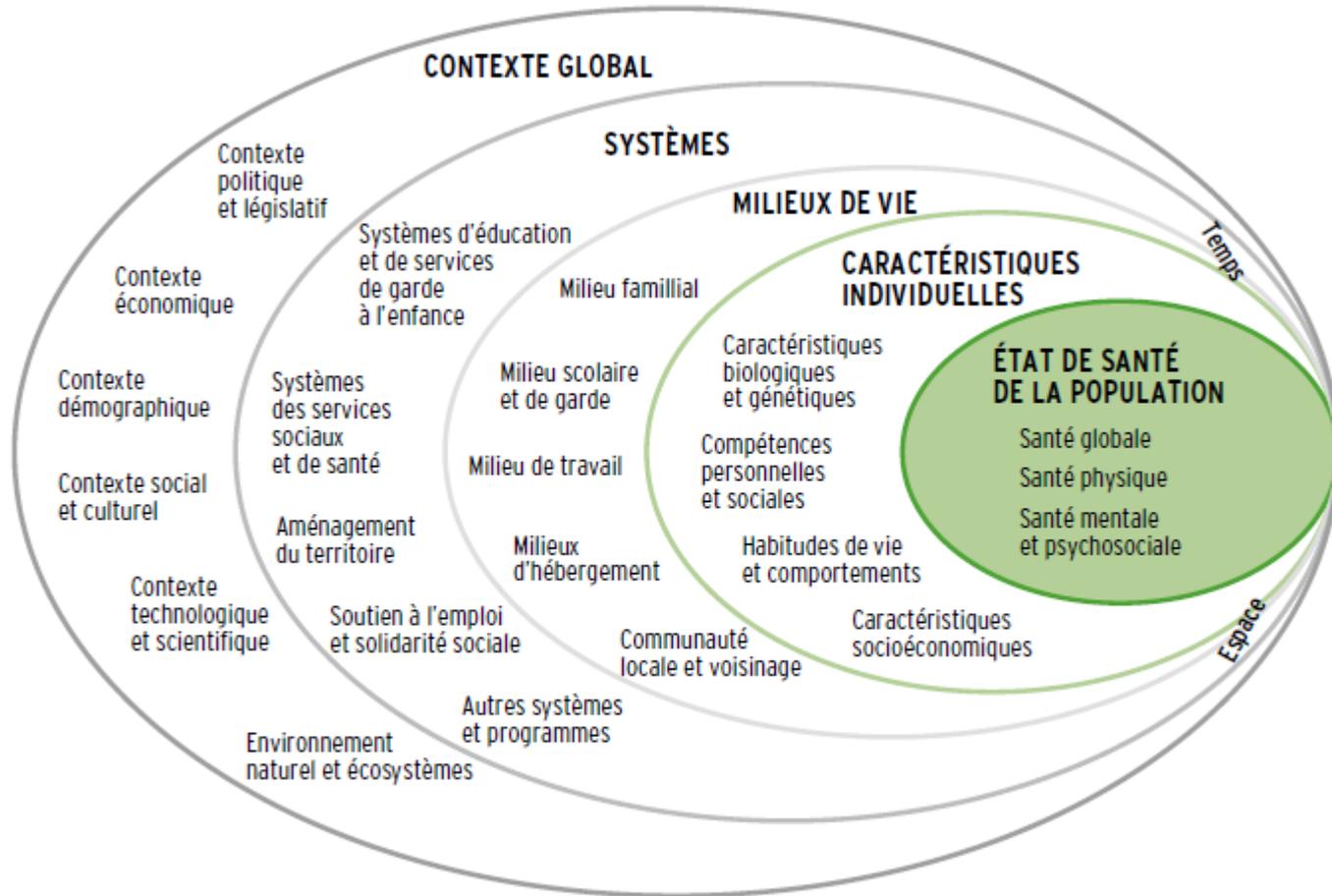
Liste des sigles

SECTION I

Promotion de la santé : concepts

- Il s'agit
 - de faire connaître des concepts **généraux** de promotion de la santé
 - de préciser certaines définitions (prévention, éducation pour la santé, promotion de la santé, éducation thérapeutique, etc..)
 - d'expliquer l'intérêt d'agir sur les déterminants de santé que sont
 - les caractéristiques individuelles
 - l'environnement des personnes
 - l'institution

Les déterminants influençant l'état de santé de la population



Source : ministère de la Santé et des Services sociaux. *La santé et ses déterminants. Mieux comprendre pour mieux agir.*

Québec : ministère de la Santé et des Services sociaux, 2012 : 24 p. En ligne :

<http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/2011/11-202-06.pdf>

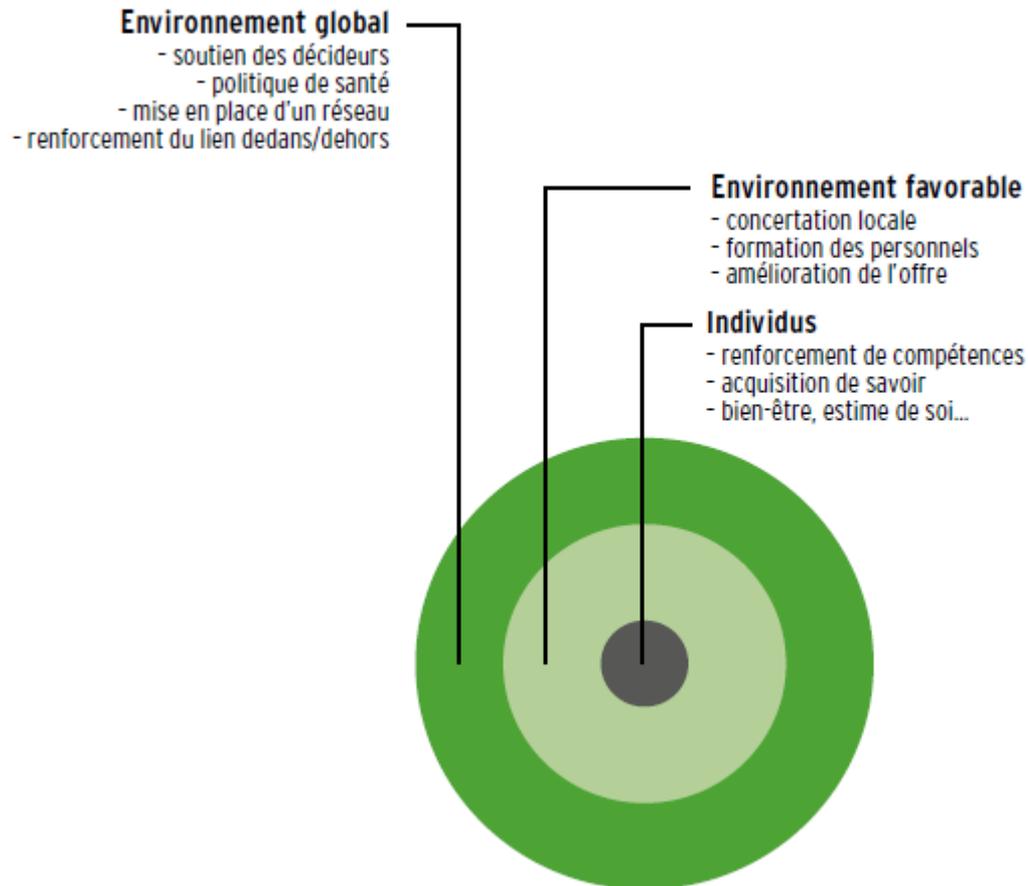
Les cinq axes de la charte d'Ottawa appliqués à la lutte contre le tabagisme en France

Santé de l'individu	Élaborer une politique de santé publique	Loi Évin Programme national tabac Programme régional de santé Augmentation du prix du tabac Vente interdite aux moins de 18 ans Loi environnement
	Créer des milieux favorables	Développer une signalétique et un équipement adaptés dans les lieux publics Médiatisation (campagnes de communication, articles, publicités) Développer l'offre d'activité physique et sportive chez les jeunes
	Renforcer l'action communautaire	Évolution des normes sociales Mobilisation de la communauté éducative ; lycées non-fumeurs Développement d'actions en collèges et lycées sur le sujet Mobilisation du secteur du travail
	Acquérir des aptitudes individuelles	Résistance à la pression du groupe Confiance en soi Compétences psychosociales
	Réorienter les services de santé	Développement des consultations de sevrage Mise à disposition des substituts nicotiniques Implication des pharmaciens Formation des personnels de santé de l'Éducation nationale ou de médecine du travail

Source : d'après. Broussouloux S., Houzelle-Marchal N. *Éducation à la santé en milieu scolaire. Choisir, élaborer et développer un projet*. Saint-Denis : Inpes, coll. Varia, 2006 : 140 p. En ligne : <http://www.inpes.sante.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1008.pdf>

Promotion de la santé et stratégies d'actions

Illustration du modèle écologique dans ses différentes stratégies d'action



Les déterminants influençant l'état de santé de la population

	PROMOTION DE LA SANTÉ	
	PRÉVENTION	
FINALITÉ	Diminuer la fréquence et la prévalence des problèmes de santé ou des facteurs risques dans la population	Conférer à la population un plus grand contrôle et un plus grand pouvoir sur les décisions qui affectent sa santé, son bien-être et sa qualité de vie
PUBLICS	Groupes de population identifiés comme présentant des risques spécifiques en matière de santé	Population dans son ensemble, sur des territoires ou dans des milieux de vie (école, travail, hôpital, prison...)
STRATÉGIES	Organisation des services de soins et de premier recours	Organisation des lieux de vie et d'accueil de la population
	Participation des populations Action politique, lobbying Action intersectorielle Modification des environnements de vie Éducation pour la santé	
CONTENUS ÉDUCATIFS	Entrée par problème de santé ou par pathologie : lutte contre le tabagisme, l'obésité, le suicide, etc. Contenus spécifiques : information sur les risques, sur les services, apprentissage, etc.	Approche positive (développement des facteurs protecteurs) et globale (qualité de vie et bien être) de la santé Contenus transversaux : compétences psychosociales, analyse critique de l'information, etc.
RÉFÉRENCE/ SANTÉ	Santé mesurée-santé observée	Santé vécue-santé perçue-santé observée

D'après « ARS Bretagne. Prévention et promotion de la santé : de quoi parle-t-on ? » Rennes : ARS Bretagne, 2013 : 6 p.
 En ligne : http://www.eps-polebretagne.fr/IMG/pdf/chartepps_14_fp_reperes.pdf

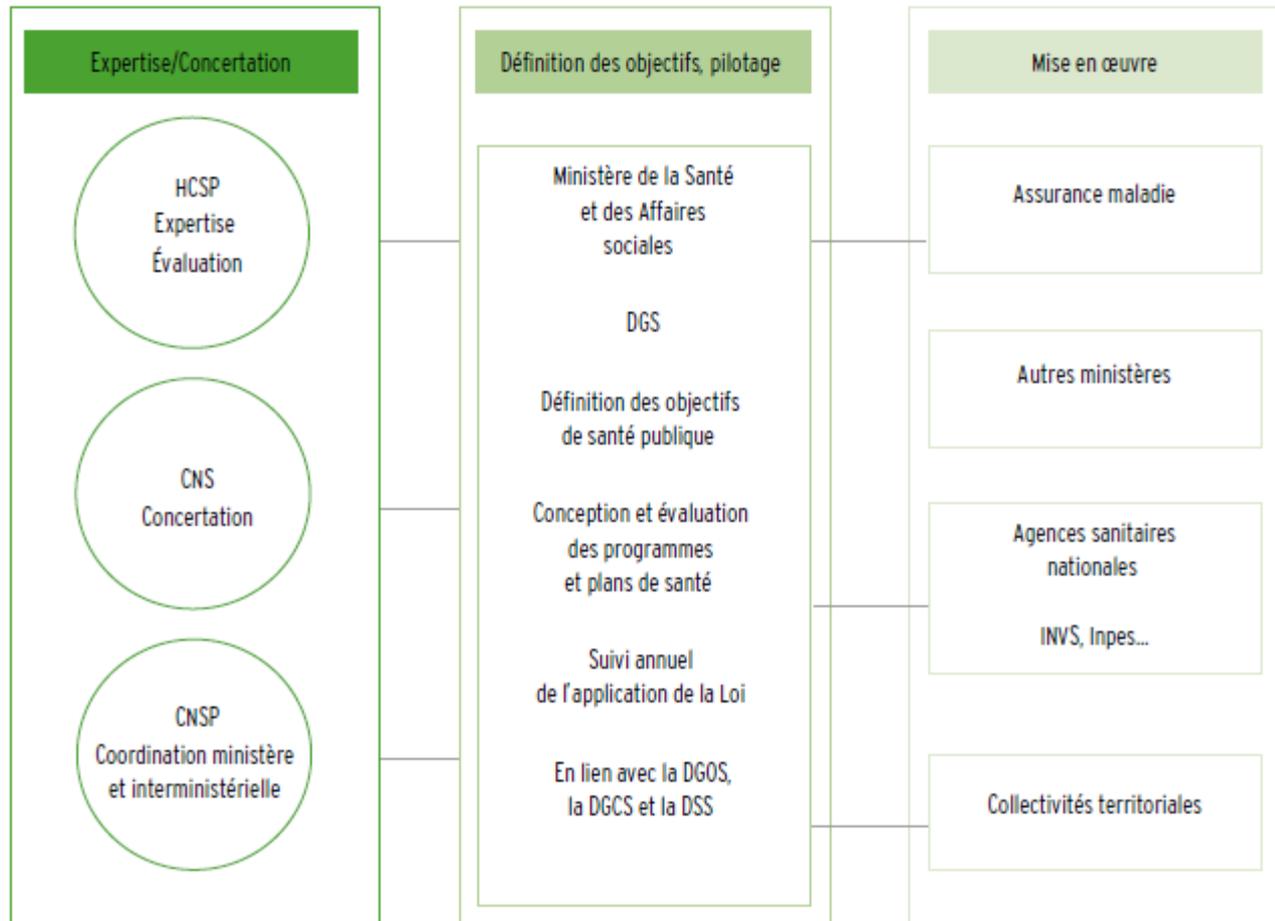
I.3 Pourquoi développer la promotion de la santé en milieu carcéral

Cette partie a pour objectif de justifier le « pourquoi? »

- Besoins des personnes
- Impacts de la détention
- Textes législatifs et réglementaires (santé et justice)
- Charte d'Ottawa
- Axe stratégique OMS

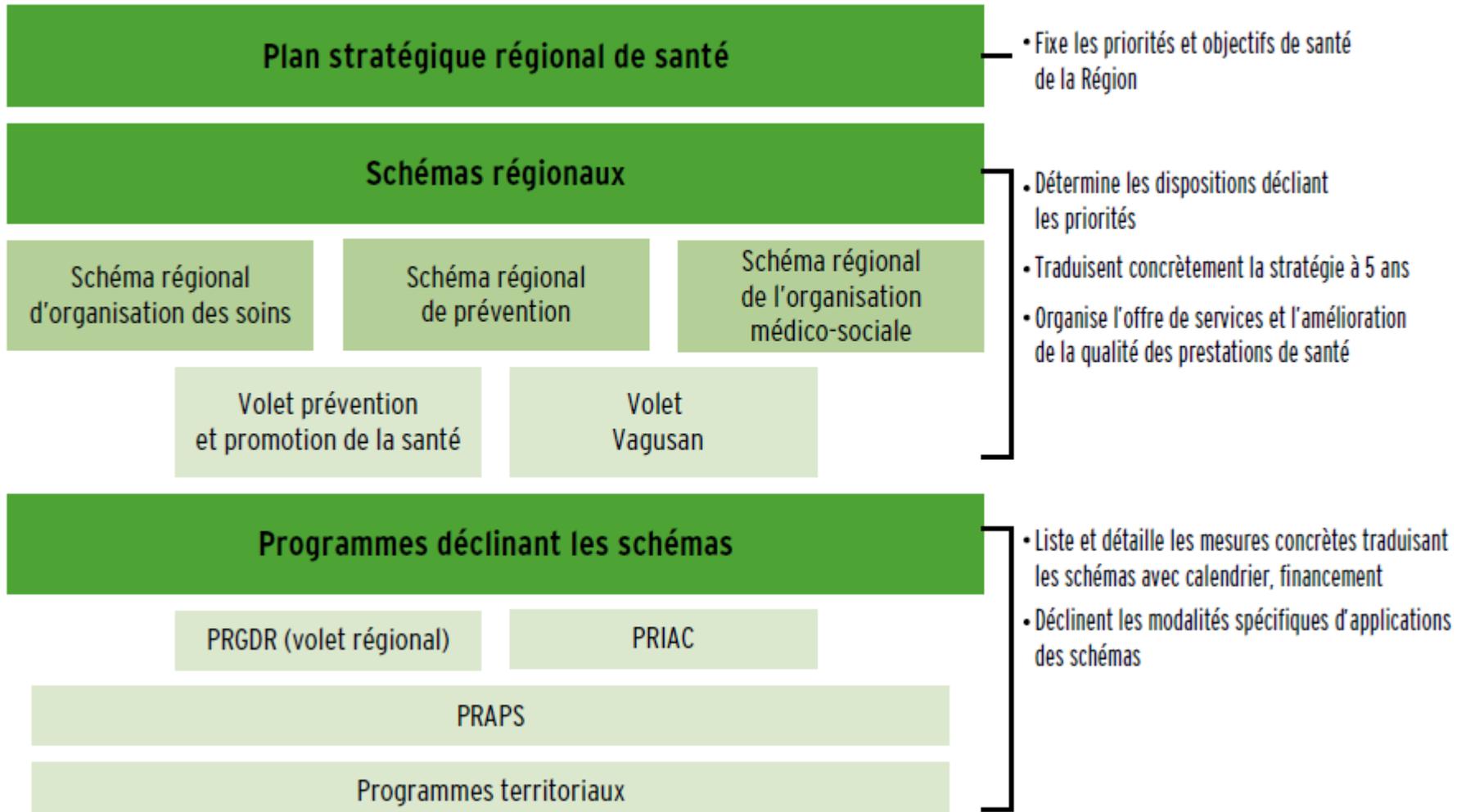
Organisation de la prévention et de la promotion de la santé en France

Organisation de la santé publique sur le plan national

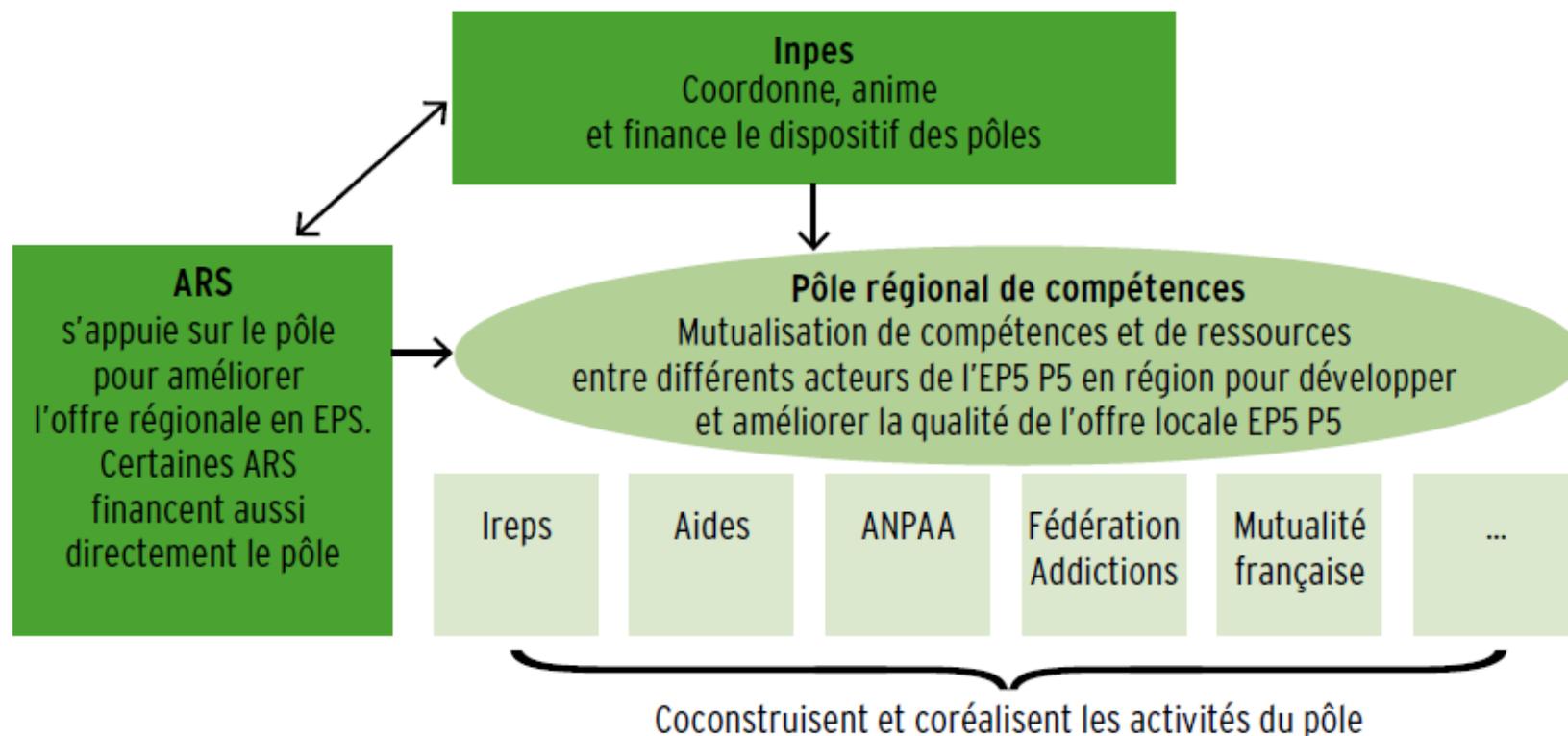


Au niveau régional

Projet régional de santé



Le dispositif des pôles régionaux de compétences en éducation pour la santé/promotion de la santé



↗ gouvernance partagée

→ financement

Section II | **Méthodologie d'élaboration et de développement de projets : fiches techniques**

LISTE DES FICHES TECHNIQUES

Fiche technique 1. Comité de pilotage (Copil)

Fiche technique 2. Équipe projet

Fiche technique 3. Analyse de la situation et caractérisation de la population concernée

Fiche technique 4. Participation des personnes détenues

Fiche technique 5. Élaboration d'un programme annuel ou pluriannuel d'éducation
et de promotion de la santé

Fiche technique 6. Identification des partenaires

Fiche technique 7. Définition des objectifs

Fiche technique 8. Élaboration des actions

Fiche technique 9. Estimation des besoins humains, logistiques et financiers

Fiche technique 10. Planification du projet

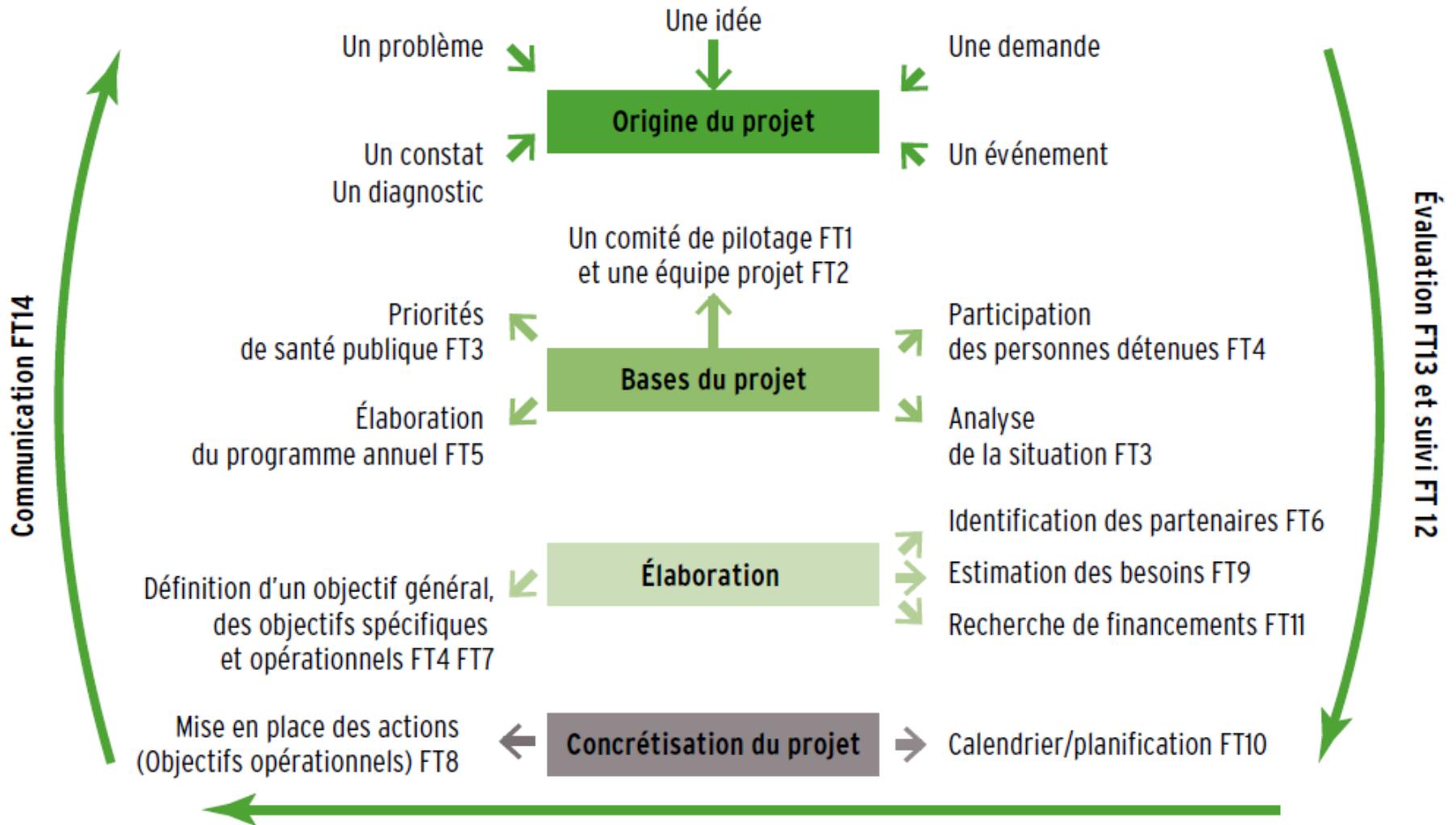
Fiche technique 11. Recherche des sources de financement

Fiche technique 12. Suivi du projet

Fiche technique 13. Évaluation

Fiche technique 14. Communication autour du projet

Monter un projet



Focus sur quelques fiches techniques

Fiche technique 4. Participation des personnes détenues

Illustration des modes de participation des personnes détenues aux différentes phases du programme, du projet ou des actions

Phase	Exemples de participation des personnes détenues
Élaboration du programme Analyse de la situation Équipe projet Définition des objectifs Identification des partenaires Évaluation	Réponse à des questionnaires Participation à des <i>focus groups</i> /débat Demande spontanée des personnes
Réalisation de l'action	Création d'outils (supports audio, vidéo, écrits...) Coorganisation de l'action Formation par les pairs
Communication autour du projet ou des actions	Relais de l'information

**Fiche technique 5.
Élaboration
d'un programme
annuel ou pluriannuel
d'éducation pour la santé
et de promotion
de la santé**

L'ESSENTIEL

Tout projet doit être présenté au comité de pilotage afin qu'il soit intégré (ou non) dans le programme, dans un souci de cohérence.

Une action doit s'intégrer dans un projet.

Fiche technique 7. Définition des objectifs

Les critères d'un bon objectif

Critères SMART	Définition
Spécifique	L'objectif fixé définit précisément et clairement ce qui doit être atteint, pour et/ou par qui.
Mesurable	Il est possible de juger objectivement de l'atteinte des résultats si l'objectif est mesurable. Pour cela, il faut fixer un indicateur lié à l'objectif fixé.
Atteignable/ambitieux	L'objectif fixé est atteignable d'un point de vue légal, moral, sécuritaire. Atteindre l'objectif est raisonnable étant donné les contraintes pointées lors de la réflexion stratégique. Il constitue cependant un réel progrès et implique un effort. Ceci s'exprime soit à travers l'objectif lui-même, soit à travers ses indicateurs.
Réaliste	L'objectif fixé est réaliste quant aux ressources disponibles. On ne peut juger de cela qu'en connaissant le contexte, la durée et les ressources nécessaires pour mener à bien le projet.
Temporellement défini	Chaque objectif fixé doit être limité dans le temps et comporter une date de fin.

Les différents objectifs d'un projet

Classiquement, un projet comporte :

- un ou plusieurs objectifs généraux ;
- des objectifs spécifiques ;
- des objectifs opérationnels.

Les **objectifs généraux** portent sur le projet dans son ensemble. Il peut s'agir d'objectifs dont les termes dépassent celui du projet lui-même.

Les **objectifs spécifiques** (également appelés objectifs stratégiques ou intermédiaires) précisent un aspect de l'objectif général et donc une orientation prioritaire définie lors de la réflexion stratégique. Ils précisent les résultats attendus pour chaque volet d'action du projet.

Les **objectifs opérationnels** correspondent aux différentes actions à mettre en œuvre.

Souvent, plusieurs objectifs opérationnels sont nécessaires pour atteindre un objectif spécifique.

Fiche technique 8. Élaboration des actions

QUELQUES EXEMPLES D'ACTIONS

Actions relatives aux processus : mise en place d'un comité de pilotage, d'une équipe projet, signature d'une convention, modification d'un règlement intérieur, de règles de fonctionnement, etc.

Actions relatives à la formation : auprès des personnels et des publics.

Actions relatives à l'organisation : changement d'attribution d'un local, modification de planning, mutualisation des ressources, autorisation d'accès, rénovation, achat/location de biens et matériels, etc.

Actions relatives à des interventions : tenue d'un *focus group*, mise en place d'une évaluation des pratiques professionnelles, séance d'éducation à la santé, audit, campagne de communication, etc.

Actions relatives à des activités : création d'outils, réalisation d'une enquête, événementiel, etc.

Actions relatives à l'évaluation : prestataire externe, restitution.

Fiche technique 10. Planification du projet

La planification permet de suivre le déroulement prévu des actions et d'identifier opérateurs et destinataires

- Elle comprend en un seul tableau la composition de l'équipe projet, et du comité de pilotage ainsi que les différents intervenants.
- Le programme global de planification peut être complété par un planning plus détaillé de l'une ou l'autre des activités qui composent l'action.

Exemple de planification d'un projet à adapter en fonction du contexte

	Année 201X-201Y												Année 201X-201Y											
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Comité de pilotage		■																						
Réunions du groupe projet	■	■	■		■		■		■		■													
Conception et préparation du projet : définition des objectifs, regroupement des ressources disponibles et des acteurs																								
Prise de contact par des réunions individualisées avec les différents partenaires	■	■																						
Campagne d'information	■		■		■		■		■															
Bilan initial : enquêtes/état des lieux																								
Formation des intervenants																								
Réunion avec les partenaires	■																							
Lancement et développement des actions : mise en place des activités		•																						
Action 1		•																						
Action 2																								
Action 3																								
Action 4																								
					•	•	•	•																
Communication autour du projet									■															
Évaluation									■															

Fiche technique 11. Recherche des sources de financement

La mise en œuvre du projet nécessite des sources de financement interne ou externe.

- Sources internes : ressources propres de l'organisme porteur du projet (mise à disposition de ressources humaines ou matérielles, actions bénévoles).
- Sources externes :
 - subventions octroyées à l'organisme porteur du projet par d'autres organismes ;
 - mise à disposition de ressources humaines ou matérielles, actions bénévoles.

Le financement peut venir du secteur public comme du secteur privé. Tous les partenaires en lien avec le contexte de l'action peuvent être sollicités, y compris hors du domaine de la santé et de la justice (éducation, activités physiques et sportives, social, environnement, etc.).

Différents modes possibles de financement

	Financement direct par subvention	Financement indirect (mise à disposition humaine et/ou matérielle)
ARS	OUI	NON
Collectivités territoriales (municipalités communautés de communes, conseil général, conseil régional...)	OUI	OUI
DISP/DTPJJ	OUI	OUI
Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT)	OUI	NON
Institut national du cancer (Inca)	OUI	NON
Mutuelles	OUI	OUI
CPAM	OUI	OUI
PRC	OUI	OUI
Fondations diverses (appel à projet de la fondation de France, etc.)	OUI	NON
Associations	NON	OUI
Caisse retraite	OUI	OUI
Carsat (appel à projet personnes âgées...)	OUI	NON
Inpes	NON	OUI
Certains services de l'État (DRJCS, DRAC, etc.)	OUI	OUI
Divers financeurs privés	OUI	OUI

Fiche technique 14. Communication autour du projet

La communication est nécessaire au bon fonctionnement du projet ou de l'action. Elle a plusieurs objectifs :

- informer, éduquer, sensibiliser les personnes et leur entourage et encourager leur participation ;
- mobiliser les partenaires décideurs et favoriser leur adhésion au projet,
- participer à une culture commune d'action ;
- valoriser le projet et soutenir ainsi sa pérennisation.

Pour être efficace, l'élaboration d'une stratégie de communication nécessite de répondre aux questions suivantes : Pourquoi je communique ? Vers qui ? Comment ?

QUELQUES EXEMPLES POSSIBLES

- Création d'un nom ou slogan, d'un logo ou d'un acronyme pour le projet
- Annonce des journées événementielles aux populations cibles et à leurs proches
- Réalisation par la population cible d'affiches, de flyers, d'une brochure, d'une exposition, etc.
- Annonce *via* le canal interne vidéo
- Utilisation des sites internet professionnels, municipaux, etc.

Section III | **Mise en œuvre pratique :
deux programmes concrets**

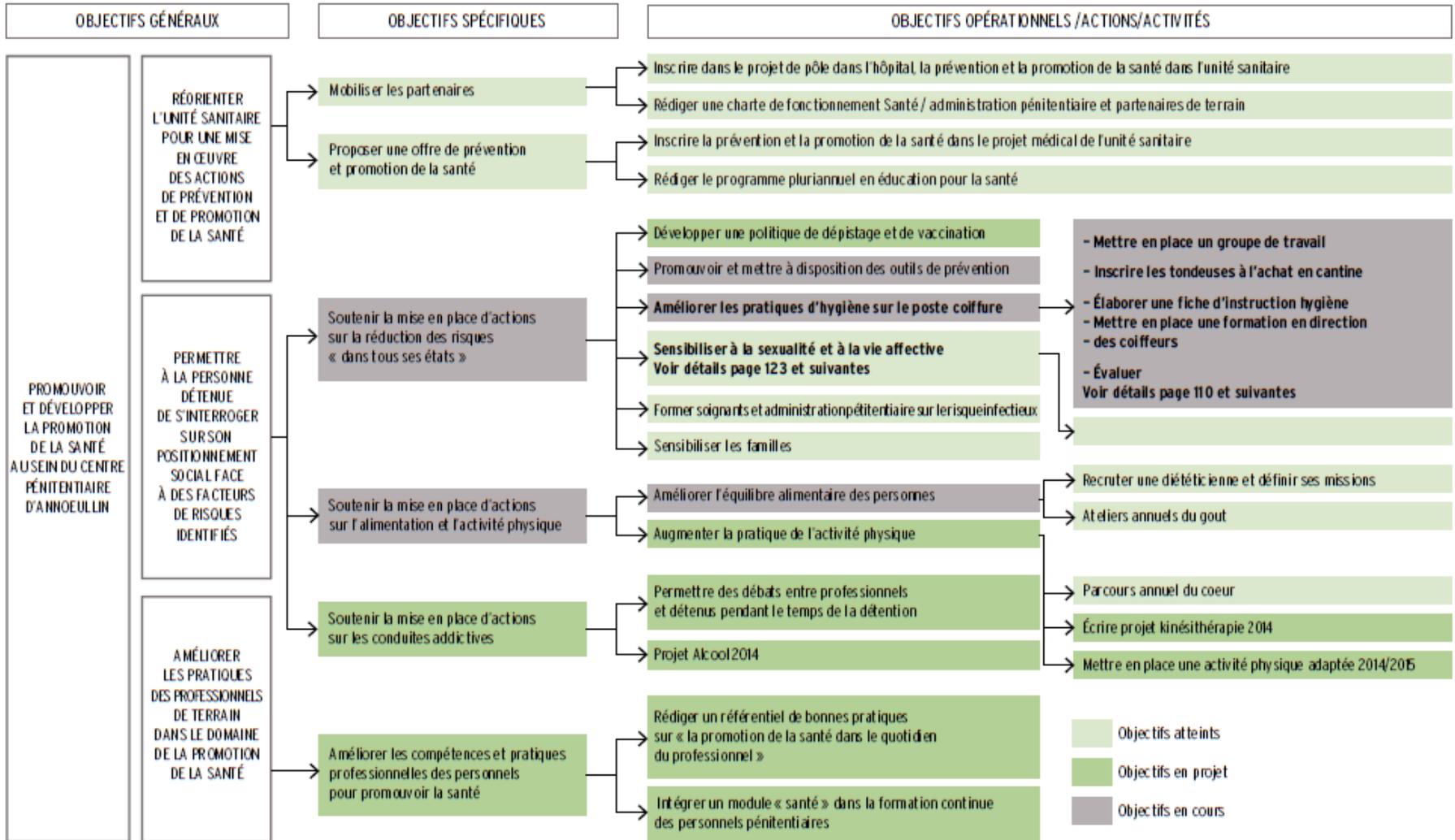
Les deux programmes présentés dans les pages suivantes illustrent différentes combinaisons d'actions qui s'appuient concrètement sur l'exercice d'acteurs de terrain. Le premier s'appuie sur l'expérience des établissements lillois et le second sur celle de la maison d'arrêt de Grenoble-Varces.

Il est important de préciser que dans ces établissements, la promotion de la santé bénéficie de moyens spécifiques. Ces choix stratégiques relèvent de l'établissement de santé soit sous forme de temps médical et paramédical dévolu à cette activité, soit sous forme de recrutement d'un animateur en santé au sein de l'équipe médicale de l'unité sanitaire.

L' arbre à objectifs

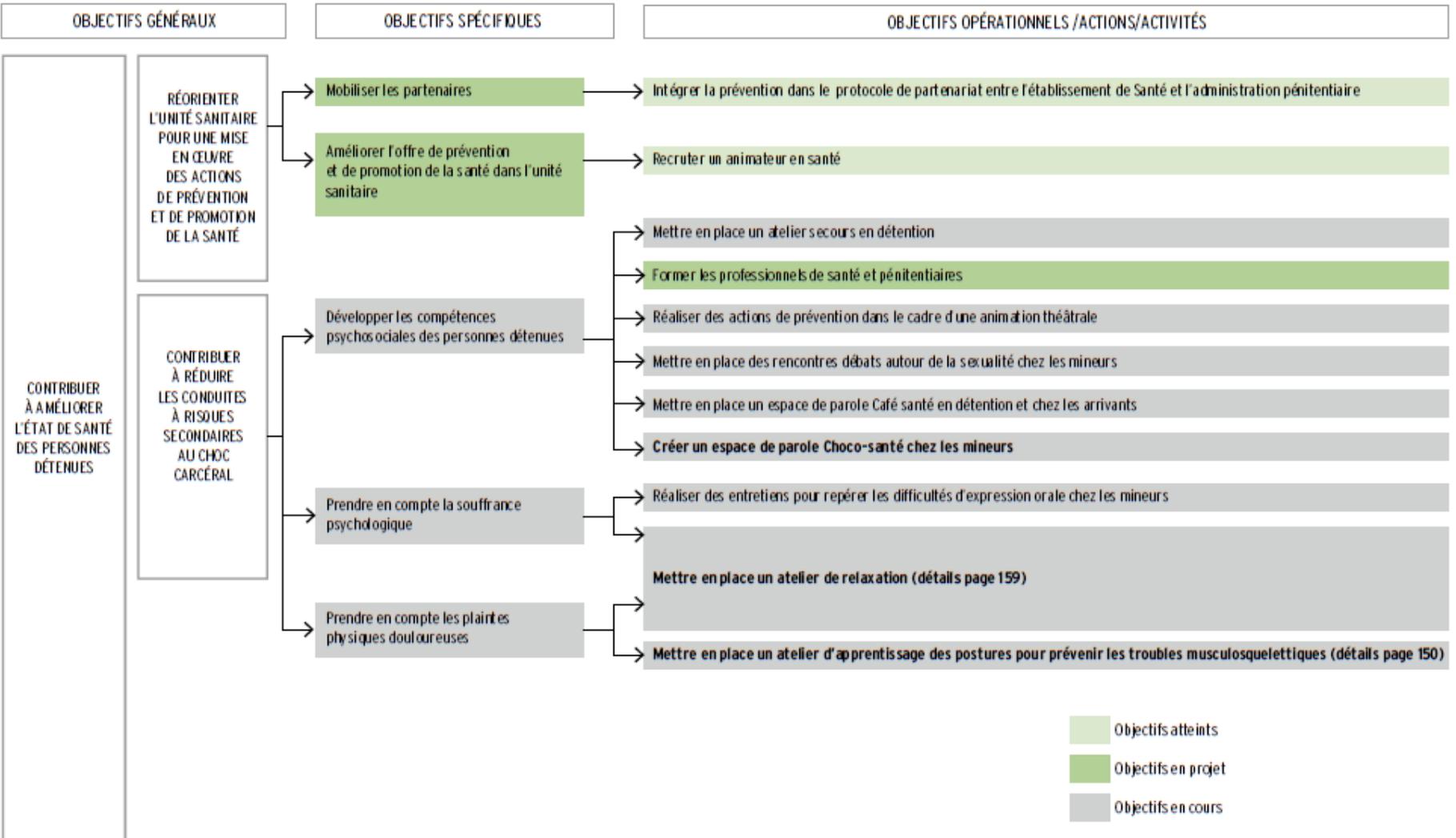
- Permet d'avoir une vue d'ensemble et de donner de la cohérence aux actions
- Se construit au fur et à mesure
- Visualise les objectifs généraux, spécifiques et opérationnels
- Permet de visualiser les différents niveaux d'intervention

Exemples des établissements Lillois



- Objectifs atteints
- Objectifs en projet
- Objectifs en cours

Exemple de la maison d'arrêt de Grenoble Varces



Résumé synthétique des actions

Exemple de l'action sur le poste coiffure

Objectif spécifique	Soutenir la mise en place d'actions sur la réduction des risques « dans tous ses états »
Objectif opérationnel (action)	Améliorer les pratiques d'hygiène sur le poste coiffure
Public cible	Auxiliaires de coiffure Personnes détenues de l'établissement Personnels pénitentiaires
Lieu	Centre pénitentiaire d'Annœullin
Équipe projet	Équipe prévention, équipe de l'Unité de lutte contre les infections nosocomiales (ULIN), gradé pénitentiaire, gestion déléguée
Activités	Mettre en place un groupe de travail Rédiger une fiche d'instruction Modifier l'offre de cantinage Modifier un cahier des charges Former les personnels Former les auxiliaires Informer les publics
Durée	1 an du 01/01/2013 au 31/12/2013 Reconductible

Section IV: Annexes

Permettent d'approfondir les connaissances:

- Approche du milieu
- Organisation de la santé publique en France
- Schéma régionaux de prévention et PRAPS
- Modalités d'entrée dans les établissements pénitentiaires
- Liste et coordonnées des Poles régionaux de Compétences
- Liste des tableaux, fiches téléchargeables

Liste des abréviations (1)

ARS: Agence régionale de santé

CNS: Conférence nationale de santé

CODES: Comité d'éducation pour la santé

CPAM: Caisse primaire d'assurance maladie

DAP: Direction de l'administration pénitentiaire

DGOS: Direction générale de l'offre de soins

DGS: Direction générale de la santé

DIRSP: Direction interrégionale des services pénitentiaires

DRAC: Direction régionale de l'action culturelle

DRJSCS: Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

DSPIP: Direction des services pénitentiaires de probation et d'insertion

DSS: Direction de la sécurité sociale

Liste des abréviations (2)

EPS: Education pour la santé

FT : Fiche technique

HCSP: Haut conseil de santé publique

ICAPS: Intervention auprès des collégiens centrée sur l'activité physique et la sédentarité

OMS: Organisation mondiale de la santé

PRAPS: Programme régional d'accès à la prévention et aux soins

PRC: Pôle régional de compétences

PRGRD: Projet de reconstruction et de gestion des risques et des désastres

PRIAC: Programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie

PS: Promotion de la santé

SPIP: Service pénitentiaire d'insertion et de probation

Auteurs

- Sabrina Argentan**, coordinatrice, éducation pour la santé, Maison d'arrêt des Hauts de Seine
- Cynthia Bansah**, chargée de mission Programmes Prison, association Assamede
- Christine Barbier (Dr)**, coordination santé des personnes détenues, bureau santé des populations, Direction générale de la santé
- Cyrille Canetti (Dr)**, SMPR Paris La santé
- Yves Chauchaix**, chargé de mission en éducation pour la santé, CHU de Grenoble-Unité sanitaire de Varces
- Khadoudja Chemlal (Dr)**, chargée d'expertise scientifique, département appui aux acteurs et aux institutions, direction de l'animation des territoires et des réseaux, Inpes
- Marie Cote-Grumel**, directrice, Codes du Cher
- Fabienne Dechet**, cadre de santé, Unité sanitaire Maison d'arrêt Paris La santé
- Paule Deutsch, (Dr)** directrice, Direction de l'animation des territoires et des réseaux, Inpes
- Pascale Echard-Bezault (Dr)**, chef de département, département appui aux acteurs et aux institutions, Direction de l'animation des territoire et des réseaux, Inpes
- Danielle Forgeot**, infirmière de santé publique, bureau des partenaires institutionnels et des territoires, sous direction des missions de protection judiciaire et d'éducation, direction de la protection judiciaire de la jeunesse, ministère de la Justice

- Emmanuelle Hamel**, chef de département, Département développement des compétences et amélioration des pratiques, Direction de l'animation des territoires et des réseaux, Inpes
- Laura Harcouet (Dr)**, praticien hospitalier, pharmacien unité sanitaire Paris La Santé, association des professionnels exerçant en prison (APSEP)
- Valérie Kanoui (Dr)**, praticien hospitalier, unité sanitaire, centre pénitentiaire Fleury-Mérogis, membre du bureau de l'association des professionnels exerçant en prison (APSEP)
- Corinne Leroy**, responsable adjointe du pôle prévention et promotion de la santé, Direction de la santé publique, Agence régionale de santé (ARS) de Haute-Normandie
- Agnès Lordier-Brault (Dr)**, Direction générale de l'offre de soin, conseillère médicale auprès du sous-directeur des ressources humaines du système de santé
- Emmanuel Luneau (Dr)**, praticien hospitalier, responsable de l'unité « Prévention, Éducation, Santé », unité sanitaire, CHRU de Lille
- Stéphanie-Marie Martin**, référent santé en milieu pénitentiaire, Direction de l'administration pénitentiaire
- Ridha Nouiouat**, chargé de mission, milieu carcéral, association Sidaction
- Jean-Marc Quignard (Dr)**, médecin coordonnateur des unités sanitaires de l'Aube
- François Raverdy**, responsable de l'action sanitaire, référent santé/justice. Direction interrégionale des services pénitentiaires du Nord-Pas-de-Calais, de la Picardie et de la Haute-Normandie
- Marie-Claude Vanson**, directeur pénitentiaire d'insertion et de probation, directrice adjointe SPIP 49

Relecteurs

Alexandra Auclair, chargée de mission, Département appui aux actions et aux institutions, Direction animation des territoires et des réseaux, Inpes

Lucette Barthélemy, chargée d'expertise scientifique, Département développement des compétences et amélioration des pratiques, Direction animation des territoires et des réseaux, Inpes

Sonia Caillaux, directrice adjointe, responsable qualité, Ireps Picardie

Manuela Cheviot, chargée d'expertise scientifique, Département appui aux acteurs et aux institutions, Direction de l'animation des territoires et des réseaux, Inpes

Marie Crétenot, juriste, Observatoire international des prisons

Cécile Durand, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation, SPIP 78, responsable de l'antenne de Bois D'Arcy, Administration pénitentiaire

Catherine Fac (Dr), praticien hospitalier, responsable de l'unité sanitaire de Fresnes (Hôpital Bicêtre, APHP)

Dominique de Galard (Dr), conseiller santé du directeur de l'administration pénitentiaire, Direction de l'administration pénitentiaire

Virginie Halley des Fontaines (Dr), maître de conférence-praticien hospitalier en santé publique, faculté de médecine Pierre et Marie Curie, hôpital Cochin (Paris), membre de la commission prévention, promotion de la santé au Haut Conseil de la santé Publique

Bernadette Laverdure (Dr), unité sanitaire, centre de détention de Melur

Valérie Lemonnier, chargée de projets et d'ingénierie, Ireps Bretagne-Antenne 35

Laurent Michel (Dr), membre du conseil d'administration de la fédération Addiction, directeur médical CSAPA, Pierre Nicole/Inserm U669

Luc Montuclard (Dr), praticien hospitalier, centre d'accueil et de soins hospitalier de Nanterre, responsable de l'unité sanitaire de la maison d'arrêt des Hauts de Seine

Flore Moreux, adjointe chef de bureau Santé des populations, Direction générale de la santé

Renaud Morin, directeur adjoint, Direction de l'animation des territoires et des réseaux, Inpes

Sophie Nicolas, Protection judiciaire de la jeunesse, service éducatif à l'établissement pour mineurs de Quievrechain, responsable d'unité éducative

Dominique Peton-Klein (Dr), directrice de projet, ministère des Affaires sociales et de la Santé

Sylvie Pinçon, infirmière diplômée d'état, unité sanitaire Bordeaux-Gradignan

Florence Rostan, chargée de mission, Direction de l'animation des territoires et des réseaux, Inpes

Olivier Rovère, adjoint de la directrice de cabinet et déléguée territoriale « Métropole Flandre intérieure », Agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais

Frédéric Sahajian (Dr), praticien hospitalier en santé publique SMPR/CSAPA, maison d'arrêt Lyon Corbas, pôle SMD-PL, centre hospitalier Le Vinatier

Emma Tarlevé, chargée de projet, fédération Addiction

Patrick Veteau, membre du conseil d'administration de la fédération Addiction, directeur de l'Atre, Lille

Sylvie Ynesta (Dr), référent santé des détenus, Agence régionale de santé Rhône-Alpes

Remerciements

Pour leur contribution à la rédaction du référentiel : **Rkia Elouadi** (Direction générale de la santé), **Karine Leclercq** (Inpes), **Jean-José Lopez** (Direction de l'administration pénitentiaire), **Françoise Marchand-Buttin** (Protection judiciaire de la jeunesse), **Florence Rostan** (Inpes)

Pour sa contribution à la recherche documentaire : **Céline Deroche** (Inpes)

Pour en savoir plus

[WWW. Inpes.sante.fr](http://www.inpes.sante.fr)



Institut national
de prévention et d'éducation pour la santé


[ACCUEIL](#)
[L'INPES](#)
[ACTUALITÉS](#)
[ESPACES THÉMATIQUES](#)
[ENQUÊTES ET ÉVALUATION](#)
[NOS PUBLICATIONS](#)

ACTUALITÉS INPES

17/6/2014

Soleil et baignade : quelques recommandations de l'Inpes pour passer l'été en toute sécurité

11/6/2014

Référentiel d'intervention « Promouvoir la santé en milieu pénitentiaire »

2/6/2014

Aide à distance en santé : qu'est-ce qui marche ?

28/5/2014

Un ouvrage d'accompagnement pour les professionnels de la petite enfance et parents impliqués dans des projets

23/5/2014

La Fabrique à menus, un

Référentiel d'intervention « Promouvoir la santé en milieu p

Les personnes détenues présentent des facteurs de vulnérabilité économique et sociale et des difficultés d'accès aux soins et à la prévention qui rendent nécessaire la prise en compte de besoins de santé spécifiques. Conscients de cette réalité, les acteurs de terrain ont engagé des actions de prévention et d'éducation à la santé dans les établissements pénitentiaires. Le référentiel d'intervention coordonné par l'Inpes dans le cadre du plan « Politique de santé des personnes sous main de justice » du ministère chargé de la santé leur est destiné. La contribution de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé se traduit aussi par le lancement d'un appel à projet « Promotion de la santé en milieu pénitentiaire » dont la date de limite de dépôt de dossier est le 30 septembre 2014.

Le [référentiel d'intervention « Promouvoir la santé en milieu pénitentiaire »](#), publié en juin 2014, a pour objectif d'aider à mettre en place des programmes coordonnés d'actions dans une approche globale de promotion de la santé. Il s'inscrit plus largement dans l'objectif général de réduction des inégalités sociales de santé. Il a été présenté le 3 juin lors d'un [atelier des neuvièmes Journées de la prévention de l'Inpes](#) destiné à le faire connaître dans une stratégie d'accompagnement et de déploiement. Cet ouvrage, coordonné par l'Inpes, est le fruit d'un travail collectif sous l'égide d'un groupe de travail constitué de professionnels de santé exerçant dans la Direction générale de la santé (DGS), de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS), de la Direction des affaires sanitaires et sociales (ARS), de la Direction de l'administration pénitentiaire (DAP), des services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), de la Direction de protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) et des associations exerçant en ce

Il constitue un socle de connaissance sur l'organisation de la prévention et de la santé pu